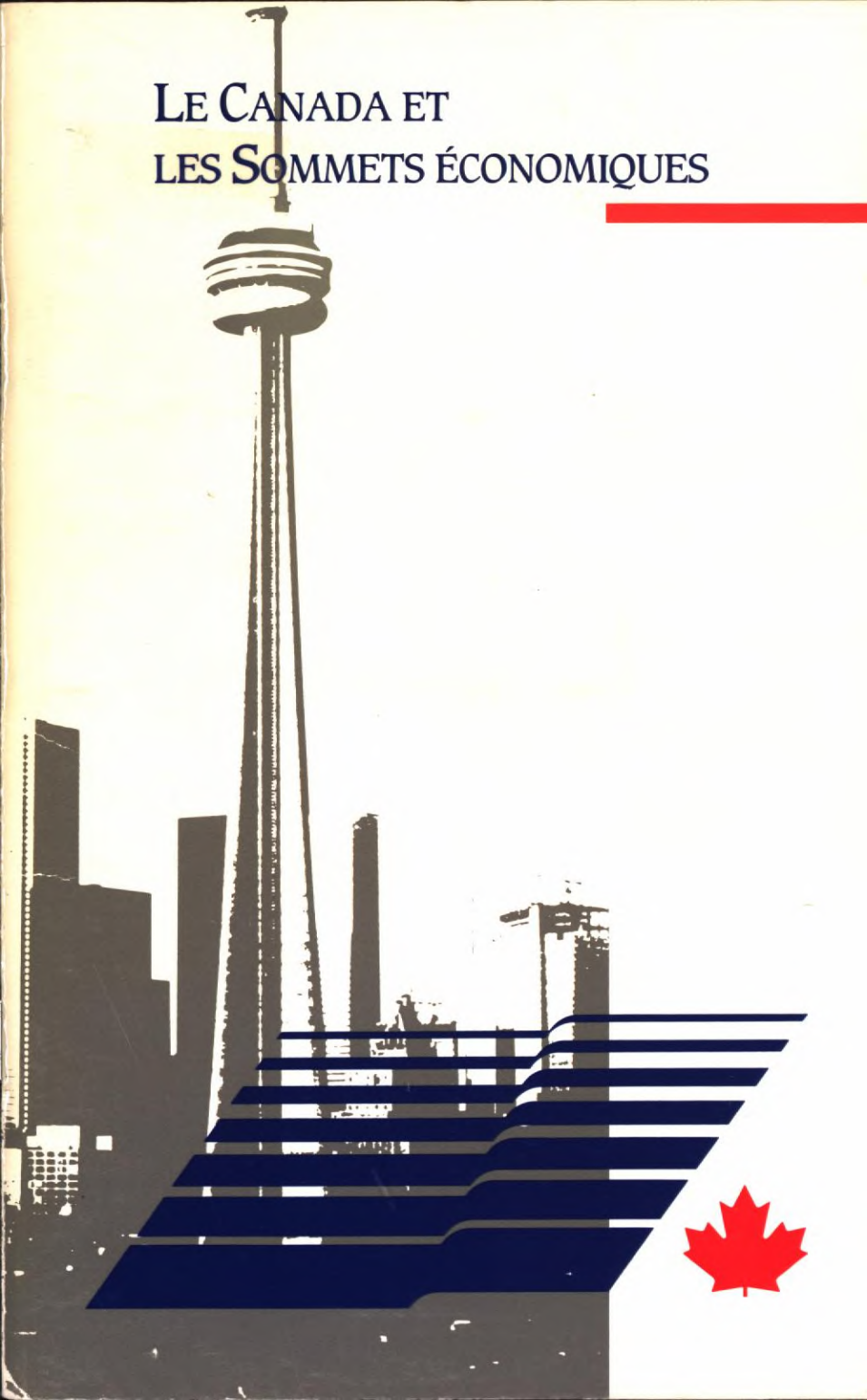


LE CANADA ET LES SOMMETS ÉCONOMIQUES



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20025521 7

DOCS

CA1 EA 88C32 EXF

Canada and the economic summits. -

43248728



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

LE CANADA ET LES SOMMETS ÉCONOMIQUES

43-248-729 (F)
43-248-708 (E)

Canada



CANAPRESS

LE CANADA ET LES SOMMETS ÉCONOMIQUES

Le Canada sera l'hôte du 14^e Sommet économique du 19 au 21 juin 1988. Le premier ministre Brian Mulroney accueillera à Toronto les dirigeants des six autres grands pays démocratiques industrialisés — la France, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis — ainsi que le président de la Commission des communautés européennes. Le Canada, qui participe aux sommets économiques depuis 1976, a également accueilli celui de 1981, qui s'est tenu à Ottawa et à Montebello.

Le Canada est le seul pays participant aux sommets économiques annuels qui soit à la fois membre du Commonwealth et de la Francophonie. En septembre 1987, la deuxième Conférence de la Francophonie a eu lieu à Québec et la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth s'est déroulée à Vancouver le mois suivant. Chacune de ces trois grandes réunions internationales, mais tout particulièrement le Sommet économique, revêt une importance extraordinaire pour le Canada et sa politique étrangère. Elles reflètent l'approche multilatérale du Canada à la résolution des problèmes mondiaux.

NATURE DES SOMMETS ÉCONOMIQUES

Le Sommet économique annuel est l'élément le plus visible d'un processus plus large de consultation et de coopération internationales dans la gestion de l'économie mondiale. Les discussions du Sommet sont étroitement liées aux travaux accomplis dans d'autres instances internationales, y compris le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Groupe des Sept ministres des Finances (G7).

Les rencontres au sommet ont pour objectifs constants l'harmonisation des politiques économiques des pays du Sommet afin de favoriser une croissance mondiale soutenue, et des réactions efficaces et cohérentes aux défis économiques qui se présentent. La nécessité d'un accroissement de la coordination des politiques découle du haut degré d'interdépendance entre les nations dans l'économie mondiale actuelle. Les dirigeants des pays du Sommet se sont attaqués collectivement aux crises énergétiques des années 1970 et 1980, au problème crucial de la dette et du développement que connaissent les pays les plus pauvres, et à la nécessité d'assurer la libéralisation du commerce. Ils ont mis au point des politiques économiques pour faire face à la récession et à l'inflation, et ils ont tenté d'instaurer une plus grande stabilité sur les marchés des changes.



Bien que les questions économiques figurent au premier plan des sommets, des questions politiques et autres y sont souvent débattues. On s'efforce de parvenir à un consensus et d'accomplir des progrès sur d'importantes questions à caractère mondial et on lance de nouvelles initiatives sur le plan des politiques. Lors de sommets antérieurs, par exemple, les dirigeants ont procédé à un échange de vues sur les relations Est-Ouest, sur le contrôle des armements et le désarmement, le terrorisme international, l'Afrique du Sud, l'Afghanistan, l'Indochine et le Moyen-Orient. Les dirigeants des pays

du Sommet ont renforcé la coopération internationale dans les domaines de l'énergie, l'environnement, les sciences et la technologie, ainsi que la santé (récemment, la lutte contre l'abus des drogues et la propagation du SIDA).

Certes, les sommets économiques ne constituent pas une instance décisionnelle, mais ils fournissent une occasion unique aux dirigeants des grands pays industrialisés de débattre directement et à bâtons rompus de problèmes communs. Ensemble ces dirigeants peuvent enclencher un processus de changement dans le contexte plus large du système économique international.

Les pays participants ont tour à tour la responsabilité d'accueillir le Sommet économique. Ceux-ci se sont tenus à Rambouillet, en France (1975), Porto Rico (1976), Londres (1977 et 1984), Bonn (1978 et 1985), Tokyo (1979 et 1986), Venise (1980 et 1987), Ottawa/Montebello (1981), Versailles (1982) et Williamsburg, aux États-Unis (1983).

GENÈSE DES SOMMETS

La tenue du premier Sommet économique s'explique par l'inquiétude éprouvée par les dirigeants des pays industrialisés devant les problèmes économiques des années 1970. À titre d'exemple, l'effondrement du système de « Bretton Woods » prévoyant des taux de change fixes avait affaibli les mécanismes de coopération économique en place. En outre, le choc pétrolier de 1973-1974 avait provoqué une récession assortie d'une poussée inflationniste dans les pays industrialisés. Les sommets économiques représentaient une instance permettant aux dirigeants de ces pays de débattre les possibilités de réagir de façon concertée à des problèmes économiques communs.

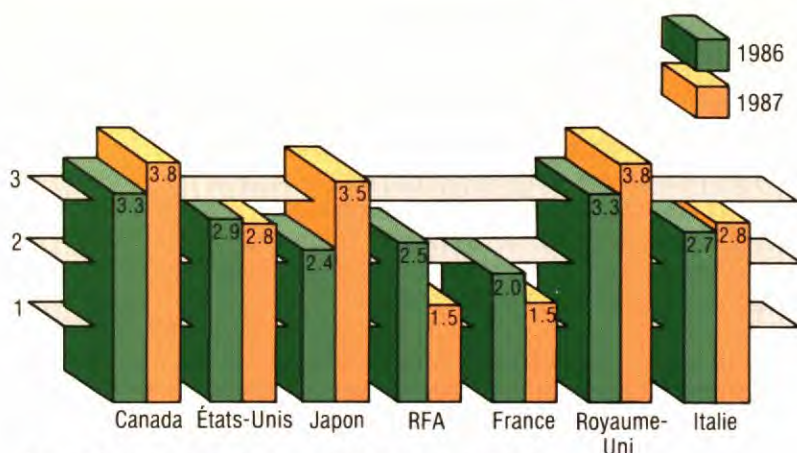
Le premier Sommet se tint à Rambouillet, en France, en 1975, sur l'initiative du président français Valéry Giscard d'Estaing et du chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt. L'année suivante, à Porto Rico, le premier ministre canadien d'alors, Pierre Trudeau, se joignit

aux autres dirigeants. Le président de la Commission des communautés européennes fait de même depuis 1977. Les sommets donnent maintenant lieu à des réunions distinctes entre les ministres des Finances et les ministres des Affaires étrangères des pays participants.

LE CANADA FACE AU PROCESSUS DES SOMMETS

L'obtention d'un siège à la table du Sommet a constitué, pour le Canada, une importante réalisation. On reconnaissait par là son approche globale des questions de politique étrangère, son rôle au sein des institutions financières internationales et son statut de grand pays commerçant. La participation au Sommet permet au Canada de contribuer à la définition de l'action internationale face aux questions économiques et politiques de l'heure. Bien que son poids soit relativement modeste au sein du groupe, le Canada n'en a pas moins réussi à faire avancer la réflexion sur des questions revêtant une importance fondamentale pour les Canadiens.

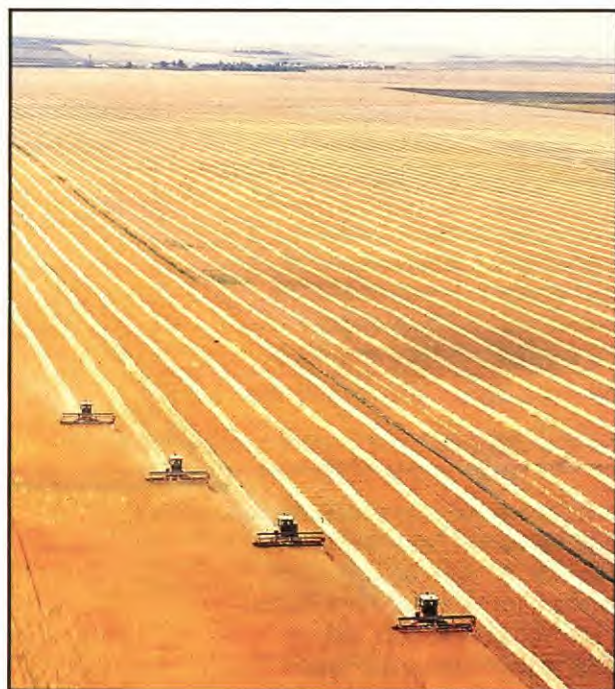
CROISSANCE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) RÉEL



Source: *Perspectives économiques de l'OCDE*, décembre 1987

Au Sommet de Tokyo, en 1986, le premier ministre Mulroney persuada ses collègues qu'il s'imposait d'agir de façon plus efficace pour remédier à de graves problèmes agricoles. À l'initiative du Canada et avec le soutien vigoureux des États-Unis, les dirigeants présents à Tokyo exprimèrent pour la première fois leur préoccupation commune au sujet des subventions nationales et des politiques protectionnistes qui perturbent les marchés mondiaux des produits agricoles. Le Canada obtint, à la même réunion, un consensus sur la tenue de l'Uruguay Round des négociations commerciales multilatérales (NCM), lancé à Punta del Este en septembre de la même année.

Le Canada a soulevé à nouveau la question du commerce des produits agricoles au Sommet de Venise, en 1987, et les dirigeants ont convenu de dresser le bilan des progrès accomplis dans le cadre des NCM, lors de leur prochaine réunion, à Toronto.



Encouragé par la reconnaissance, par ses partenaires du Sommet, de la nécessité de libéraliser le commerce des produits agricoles, le Canada a joué un rôle important dans la création, en 1986, du « Groupe de Cairns », qui réunit des exportateurs de pays agricoles, tant développés qu'en développement, partageant la même optique. Le Groupe préconise la réforme du commerce des produits agricoles, entre autres, dans le cadre de l'Uruguay Round.

Les déclarations successives émises à l'issue des Sommets ont, en grande partie à l'initiative du Canada, préconisé une aide spéciale aux pays les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne. Des progrès considérables ont été accomplis en ce sens :

- accroissement des ressources de la Facilité d'ajustement structurel du FMI (qui accorde des crédits à des conditions de faveur aux pays les plus pauvres qui souhaitent mettre en œuvre une réforme de leurs politiques économiques);
- renforcement de l'organe de la Banque mondiale qui accorde des prêts à des conditions de faveur aux pays les plus démunis (l'Association internationale de développement); et
- accord sur une large approche des problèmes d'endettement des pays en développement.

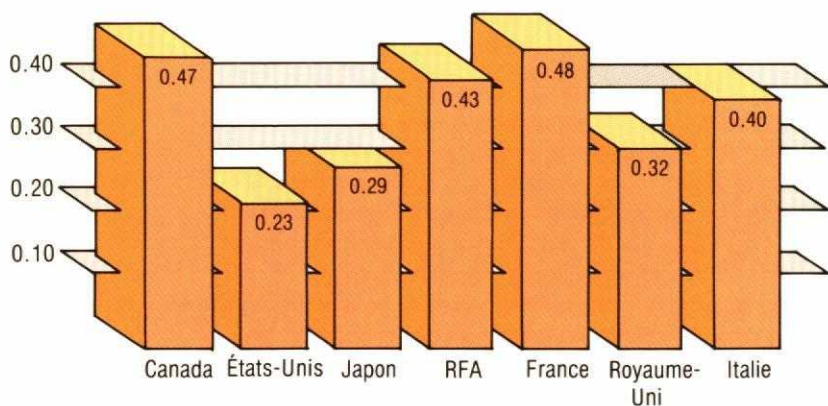
Donnant suite à ces engagements, le Canada a annoncé, lors des récents sommets du Commonwealth et de la Francophonie, qu'il remettrait la dette relevant de l'aide publique au développement (APD) de 13 pays d'Afrique subsaharienne qui figurent parmi les pays les plus pauvres du monde.

LE SOMMET DE TORONTO

Le Sommet « canadien » de cette année se tiendra littéralement à l'ombre de la Tour CN, au Palais des Congrès du Toronto métropolitain. En plus des délégations officielles, le Canada attend quelque 4 000 représentants des médias tant nationaux qu'internationaux, qui assisteront au Sommet et lui donneront une diffusion mondiale. Pendant deux jours et demi, au mois de juin, Toronto sera donc le point de mire du monde entier.



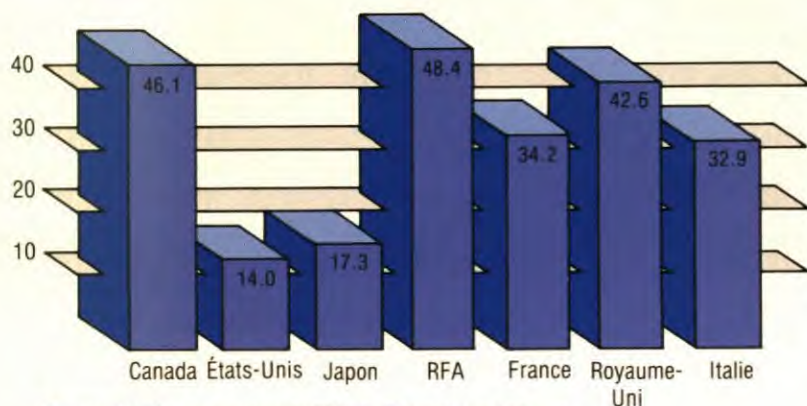
AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT
(DÉCAISSEMENTS) EN POURCENTAGE DU PRODUIT
INTÉRIEUR BRUT (PIB) – 1986



Source: Chiffres provisoires de l'OCDE, *Principaux indicateurs économiques*, février 1987.

Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE,
*Rapport 1987 : Coopération pour le développement;
efforts et politiques poursuivis par les membres du
Comité d'aide au développement.*

COMMERCE EXTÉRIEUR EN POURCENTAGE DU
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) — PAYS DU
SOMMET, 1986



Source : Chiffres provisoires de l'OCDE, *Principaux indicateurs économiques*, février 1988

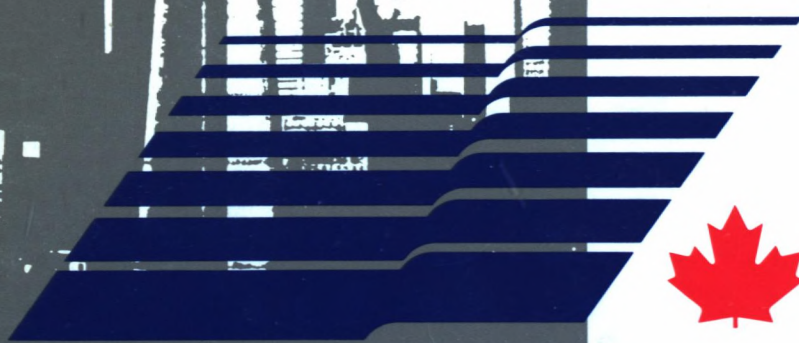
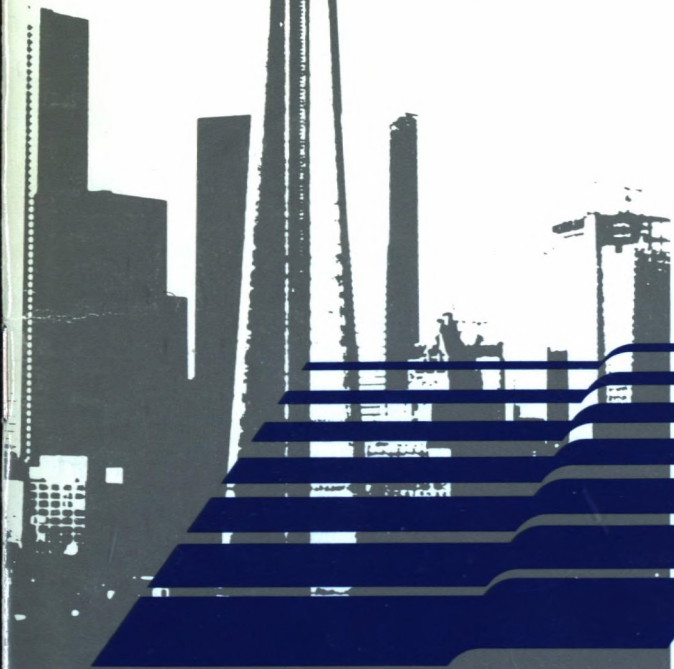
OCDE, *Statistiques mensuelles du commerce extérieur*, novembre 1987

L'importance des discussions qui se tiendront sous la direction du premier ministre Mulroney a été mise en relief par les événements spectaculaires survenus depuis un an sur les marchés internationaux des valeurs et des changes. Le Canada entend contribuer à l'accomplissement de progrès sur l'ensemble des questions à l'ordre du jour du Sommet : politiques macro-économiques appropriées; protectionnisme et nécessité de renforcer le GATT; situation précaire des pays en développement les plus pauvres; endettement du Tiers monde; relations Est-Ouest et autres questions économiques et politiques.

La Déclaration émise au terme du Sommet reflétera les vues des dirigeants sur ces questions d'ordre mondial. Elle sera probablement axée, dans une certaine mesure, sur la coordination des politiques économiques. La Déclaration de Toronto sera en outre — et c'est là le plus important — l'expression d'une vision canadienne des problèmes mondiaux ainsi que des approches que suit le Canada en vue de leur trouver des solutions.

doc
CA1
EA
88C32
EXP

CANADA AND THE G7 ECONOMIC SUMMITS



43-248-728 (c)
43-248-729 (A)



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

.b217406(E)
.b2174108(F)

NON - CIRCULATING /
CONSULTER SUR PLACE

CANADA AND THE ECONOMIC SUMMITS

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

JUN 6 1988

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

Canada

43-248-788 (E)
43-248-789 (F)



CANAPRESS

CANADA AND THE ECONOMIC SUMMITS

From June 19 to 21, 1988, Canada will host the 14th Economic Summit. Prime Minister Brian Mulroney will welcome to Toronto the leaders of the six other major industrialized democracies — France, the Federal Republic of Germany, Italy, Japan, the United Kingdom and the United States of America — as well as the president of the Commission of the European Communities. A participant in the economic summits since 1976, Canada also hosted the 1981 summit, held in Ottawa and nearby Montebello.

Canada is the only country that combines membership in the Commonwealth and la Francophonie with participation in the annual economic summits. In September 1987, the second Conference of la Francophonie was held in Quebec City, and the Commonwealth Heads of Government Meeting took place in Vancouver last October. All three of these major international meetings, but especially the Economic Summit, are of extraordinary importance to Canada and Canadian foreign policy. They are an expression of Canada's multilateral approach to tackling global problems.

ECONOMIC SUMMITS — WHAT ARE THEY?

The annual Economic Summit is the most visible element of a broader process of international consultation and co-operation in the management of the world economy. Summit discussions are closely linked to work done in other international forums, including the International Monetary Fund (IMF), the World Bank, the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), and the Group of Seven Finance Ministers (G7).

The continuing objective of the summit meetings is to achieve compatible economic policies among summit countries in order to foster sustainable world growth, and to provide effective and coherent responses to economic challenges as they arise. The need for increased policy co-ordination reflects the high degree of interdependence among nations in the global economy today. Summit leaders collectively have grappled with the energy crises of the 1970s and 1980s, the critical problem of debt and development facing the poorest nations, and the need to ensure freer markets for world trade. They have developed economic policy packages to deal with recession and inflation and have sought to achieve greater stability in foreign exchange markets.



Although summit agendas are primarily economic in character, political and other issues are often discussed. Consensus and progress on important world issues are sought, and new policy initiatives are generated. At past summits, for instance, leaders have exchanged views on East-West relations, arms control and disarmament, international terrorism, and regional issues such as South Africa, Afghanistan, Indo-China, and the Middle East. Summit leaders have stimulated international co-operation in energy, the environment,

science and technology, and health issues (the combatting of drug abuse and the spread of AIDS have featured prominently at recent summits).

While economic summits are not decision-making forums, they do provide a unique opportunity for leaders from the major industrialized countries to discuss common problems directly and informally. Working together, the summit leaders can set in motion changes across the spectrum of global issues, often setting an agenda for action in the broader international economic system.

The responsibility for hosting economic summits has rotated among the participating countries. Summits have been held in Rambouillet, France (1975), Puerto Rico (1976), London (1977 and 1984), Bonn (1978 and 1985), Tokyo (1979 and 1986), Venice (1980 and 1987), Ottawa/Montebello (1981), Versailles, France (1982), and Williamsburg, U.S.A. (1983).

SUMMITRY – THE ORIGINS

The first Economic Summit grew out of concerns by leaders of the major industrialized nations over the economic problems that faced the world in the mid-1970s. For instance, the breakdown of the "Bretton Woods" system of fixed exchange rates had weakened the established system of international economic cooperation. At the same time, the effects of the oil price crisis of 1973-74 had led directly to a recession, accompanied by surging inflation in the industrialized countries. Economic summits provided a forum where these leaders could discuss the scope for common responses to shared economic problems.

The initiative for the first summit, held in Rambouillet, France, in 1975, came from French President Giscard D'Estaing and West German Chancellor Helmut Schmidt. The following year in Puerto Rico, Canada's then Prime Minister Pierre Trudeau joined other leaders at the summit table. The president of the European Communities has participated since the

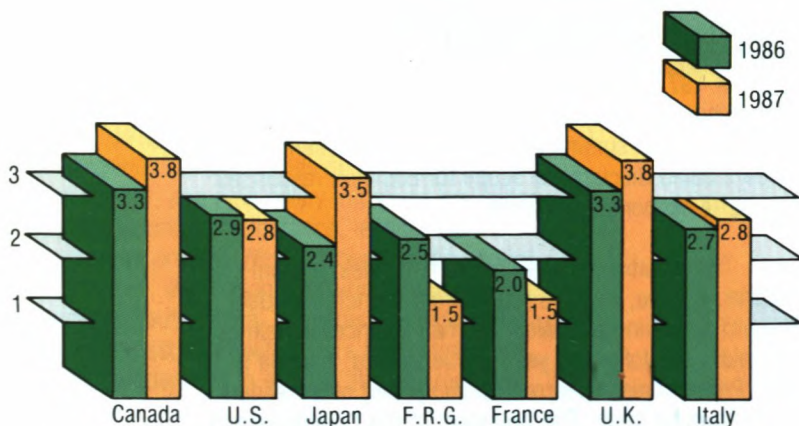
London Summit in 1977. Summits now include separate meetings between member country finance ministers and foreign ministers.

CANADA AND THE SUMMIT PROCESS

A seat at the summit table was an important achievement for Canada. This was a recognition of Canada's global foreign policy approach, its substantial role in the international financial institutions, and its position as a major trading nation. Summit membership allows Canada to help shape international responses to the vital economic and political issues of the day. In spite of its relatively small economic weight in the summit group, Canada has in fact been successful in advancing issues of fundamental concern to Canadians.

At the Tokyo Summit in 1986, Prime Minister Mulroney persuaded other summit leaders that serious problems in agricultural trade had to be more effectively

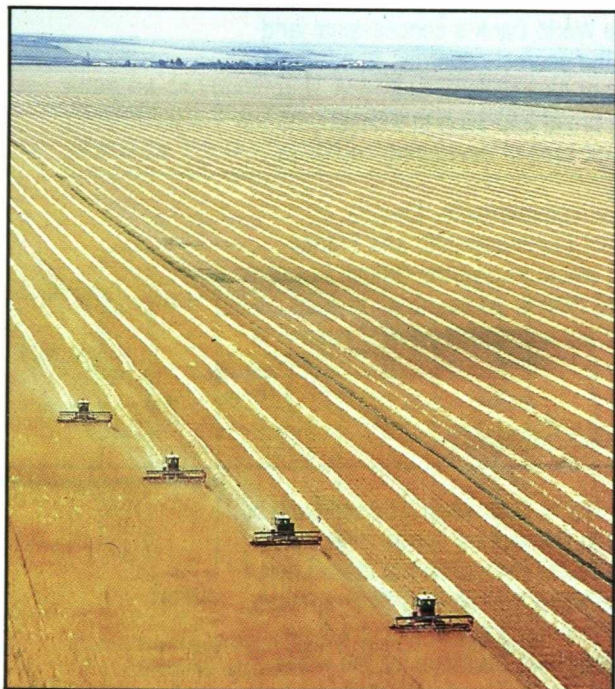
PERCENTAGE GROWTH OF REAL GROSS DOMESTIC PRODUCT (GDP)



Source: *OECD Economic Outlook*, December, 1987

addressed. At Canada's initiative and with strong support from the United States, leaders at Tokyo for the first time expressed their common concern about the domestic subsidies and protectionist policies that have distorted world markets for agricultural products. At this same meeting, Canada secured a consensus to move forward with the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations (MTN), which were formally launched at Punta del Este, Uruguay, in September of that year.

The agricultural trade issue was raised once more by Canada at the Venice Summit in 1987, and leaders agreed to review the progress made on agriculture in the MTN Round when they meet again in Toronto.



Encouraged by the recognition among summit partners of the need to achieve freer trade in agricultural products, Canada played an important role in the founding, in 1986, of the "Cairns Group" of like-minded agricultural exporters from both developed and developing countries. The goal of the group is to promote

agricultural trade reform, and it has already established far-reaching objectives for agriculture in the Uruguay Round.

Another continuing Canadian priority at the summit meetings has been the special problems of developing countries, particularly the poorest ones in sub-Saharan Africa. Largely at Canada's initiative, successive summit declarations have called for special efforts to help these nations. Substantial progress has been made to address this challenge:

- enlargement of the Structural Adjustment Facility of the IMF (which provides concessional financing for the poorest countries seeking to implement economic policy reforms);
- expansion of the World Bank's concessional lending window for the poorest countries (the International Development Association); and
- agreement on a broad approach to dealing with the indebtedness problems of developing countries.

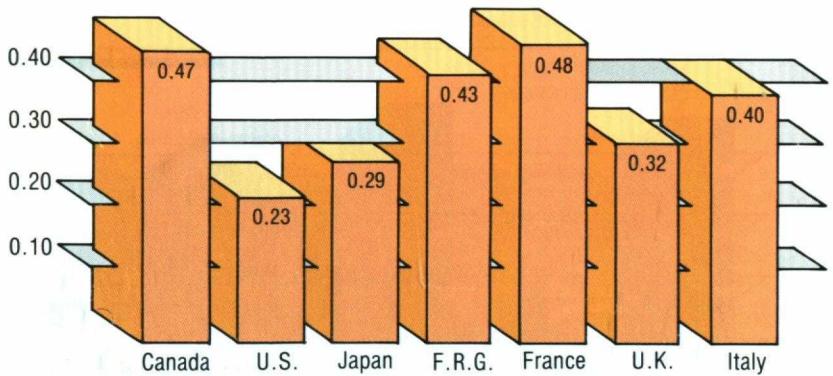
Pursuant to these commitments, Canada announced at the recent Commonwealth and Francophone summits that it would forgive the Official Development Assistance (ODA) debt of 13 countries in sub-Saharan Africa, which are among the poorest nations in the world.

THE TORONTO SUMMIT

The site of this year's "Canadian" Summit will be the Metropolitan Toronto Convention Centre, literally in the shadow of the CN Tower. In addition to official delegations, Canada is expecting that some 4 000 representatives of the national and international media will be at the summit to provide news coverage for the world. Toronto will thus be the focus of world attention for two and a half days this June.



OFFICIAL DEVELOPMENT ASSISTANCE
(DISBURSEMENTS) AS A PERCENTAGE OF GROSS
DOMESTIC PRODUCT (GDP): 1986



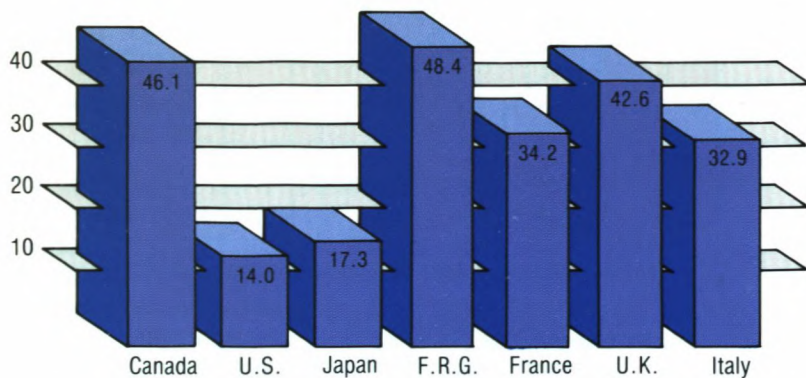
Source: Provisional OECD Figures, February, 1988, *Main Economic Indicators*

OECD Development Assistance Committee (DAC),
*1987 Report: Development Co-operation: Efforts and
Policies of the Members of the Development Assistance
Committee*

The importance of the discussions that will be led by Prime Minister Mulroney has been underscored by the dramatic events this past year on international securities and foreign exchange markets. Canada will work to help achieve progress on the full range of summit issues: appropriate macro-economic policies; protectionism, and the need for a stronger GATT; the plight of the poorest developing countries; Third World indebtedness; East-West relations; and other economic and political questions.

The Declaration which will be issued at the conclusion of the summit will reflect the collective views of leaders on these global questions. It will probably focus, to some extent at least, on the key issue of economic policy co-ordination. Most importantly the Toronto Summit Declaration will reflect, along with the views of other summit countries, a Canadian perspective on global problems, and Canadian approaches to their solution.

INTERNATIONAL TRADE AS A PERCENTAGE OF
GROSS DOMESTIC PRODUCT (GDP): SUMMIT
COUNTRIES, 1986



Source: Provisional OECD Figures, February, 1988, *Main Economic Indicators*

Monthly Statistics on Foreign Trade, OECD,
November, 1987

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20025521 7

DOCS

CA1 EA 88C32 EXF

Canada and the economic summits. -

43248728